



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

Numéro 16 (2002)

L'Histoire des femmes en revues France-Europe

Yolande COHEN

Linda CLARK, *The rise of professional women in France. Gender and public administration since 1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 324 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Centre pour l'édition électronique ouverte

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Yolande COHEN, « Linda CLARK, *The rise of professional women in France. Gender and public administration since 1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 324 p. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 11 mars 2003. URL : <http://clio.revues.org/index49.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://clio.revues.org/index49.html>

Document généré automatiquement le 01 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Yolande COHEN

Linda CLARK, *The rise of professional women in France. Gender and public administration since 1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 324 p.

Pagination de l'édition papier : p. 324-326

Linda Clark produit avec ce livre un essai remarquable, par l'ampleur de sa recherche et des résultats qu'elle en tire. Fermement inscrite dans la tradition désormais solidement établie de l'histoire des femmes, cette étude a pour objet de reconstruire l'histoire de l'accès des femmes à l'administration publique française depuis 1830 et de leur difficile intégration dans cette vaste machine jusqu'à l'aube des grands chamboulements de l'après seconde guerre mondiale. Établie sur des sources originales avec le dépouillement de nombreux fonds d'archives (administratives et ministérielles) et privées, comme les archives du Conseil national des femmes françaises (CNFF) ou d'autres associations d'émancipation des femmes, cette étude établit les repères désormais incontournables de cette histoire.

Tout d'abord, Linda Clark reconnaît et démontre le rôle fondamental joué par les organisations et idéologies maternalistes dans l'établissement de la revendication de l'accès des femmes aux postes d'inspectrices et de rédactrices dans la fonction publique à partir de 1830 jusqu'à la première guerre mondiale. Si l'on connaît les noms de Pauline Kergomard et Hubertine Auclert, associées aux luttes pour l'obtention de l'égalité de salaire et de traitement pour les institutrices, on sait moins qu'elles furent aussi partie prenante du mouvement maternaliste. (...) Clark démontre que tant en France qu'en Grande-Bretagne, la place des femmes comme inspectrices d'écoles est le résultat des stratégies féministes et maternalistes, qui leur ont permis de se maintenir en poste et d'élargir leur contingent. Ce ne sera pas le cas pour les inspectrices engagées au ministère de l'Intérieur, dans les prisons, ou pour contrôler la délinquance juvénile. Les campagnes de moralité contre les mères déviantes ainsi que les campagnes en faveur de la natalité après la guerre franco-prussienne vont aboutir à une vaste réforme de ces institutions (Paul Strauss). Le nombre d'enfants assistés augmente considérablement tandis que les organisations maternalistes, comme le CNFF et Eugénie Weill en particulier, multiplient les représentations pour augmenter le nombre d'inspectrices, avec des arguments natalistes. Elles obtiendront la création de postes d'inspectrices générales, dont le nombre reste inférieur cependant à l'ensemble des postes occupés par les inspectrices départementales, de l'enfance et dans les prisons. Clark souligne qu'une brèche a été ouverte au ministère de l'Intérieur, qui au contraire de la Grande Bretagne n'a pas imposé que les inspectrices restent célibataires. Toutefois, d'autres limites demeurent, qui auront des répercussions majeures sur les types de postes et de fonctions occupées par des femmes. Elles ne pourront pas monter très haut dans la hiérarchie administrative et leur mobilité réduite les empêchera de briguer de plus hauts postes au ministère de l'Hygiène ou de la Justice, quand ces services y seront intégrés. La même logique se retrouve au ministère du Travail avec les inspectrices du travail. Au nombre de 19 avant la guerre (20 pour l'Angleterre), elles sont confrontées aux limites d'une définition de leur statut établie sur des qualités féminines.

Ainsi, Linda Clark puise abondamment dans ses sources pour faire avancer des questions cruciales au débat féministe : l'occupation de postes de pouvoir dans l'administration française par des femmes, certes encore peu nombreuses, se réalise peu avant la guerre à partir d'une logique maternaliste d'entrée dans la sphère publique (logique fondée sur la reconnaissance de capacités spécifiques aux femmes). Cette stratégie a permis à ces inspectrices d'occuper

le rôle de représentantes de l'État français avant 1914, au même titre et salaire que leurs équivalents masculins. Leur faible nombre et des tâches réduites témoignent cependant des limites de cette stratégie. C'est donc la marche vers l'égalité dans les fonctions administratives qui caractérise la seconde période, de 1914 à 1945. La première guerre mondiale joue le rôle d'un accélérateur essentiel dans l'emploi féminin (46 % de toute la force de travail en 1918 est composée de femmes) et dans les carrières féminines. (...) Le nombre de femmes dans l'administration augmente considérablement. Les carrières se diversifient et révèlent un ensemble complexe de stratégies utilisées par les grandes associations féminines. Les récits bigarrés de ces femmes, qui ont réussi à passer toutes les barrières de sélection qui se dressaient devant elles, émaillent le texte et lui donnent cette saveur unique, qui vient du goût des archives, entremêlées à une importante revue de la littérature spécialisée (Linda Clark semble avoir tout lu sur ces questions !). Ces nombreuses biographies montrent des origines sociales diverses, même si ce sont les femmes protestantes (pas toutes des bourgeoises) du CNFF qui poussent activement pour maintenir l'ouverture des hauts postes de la fonction publique. La seconde guerre mondiale et le régime de Vichy impliquent un recul considérable pour ces femmes (leurs qualifications et avancements sont revus ou annulés), mais leur intégration égale dans l'administration est reconnue par la charte des fonctionnaires à partir de 1946. Toutefois, la création de l'École Nationale d'Administration établit de nouveaux critères de sélection, académiques et sexués (les femmes y accèdent en très petit nombre) qui limiteront considérablement l'accès des femmes aux postes prestigieux de la haute fonction publique française à partir de cette date. On entre dans l'ère de la discrimination systémique, où l'égalité est garantie dans la loi, mais pas dans la pratique (...).

Le travail de Linda Clark confond cependant deux notions différentes : celle de l'accès des femmes à des carrières dans la fonction publique et celle qui concerne les professions libérales. Applicables ensemble avant 1914 (elles procèdent de la même stratégie maternaliste), elles deviennent ensuite antinomiques. Les stratégies pour entrer dans la fonction publique avant la création de l'ENA sont complètement différentes de celles utilisées par les femmes professionnelles et leurs associations pour devenir médecins ou avocates. On ne peut en effet ignorer le débat sur les conditions d'entrée dans les professions féminines, en particulier les types de formation auxquelles elles ont accès (comme les infirmières par exemple). Or on sait combien l'origine scolaire est déterminante dans l'avancement des fonctionnaires, en France en particulier. Une discussion appropriée de ces questions (importantes pour distinguer des trajectoires différentes) comme de l'utilisation différenciée du mot « professionnelle » en anglais et en français, manque à cette étude, par ailleurs, en tout point, remarquable.

Pour citer cet article

Référence électronique

Yolande COHEN, « Linda CLARK, *The rise of professional women in France. Gender and public administration since 1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 324 p. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 11 mars 2003. URL : <http://clio.revues.org/index49.html>

Droits d'auteur

Propriété intellectuelle

Licence portant sur le document : Propriété intellectuelle